



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE SINGAPOUR

N° 8 (2021)

Faits saillants

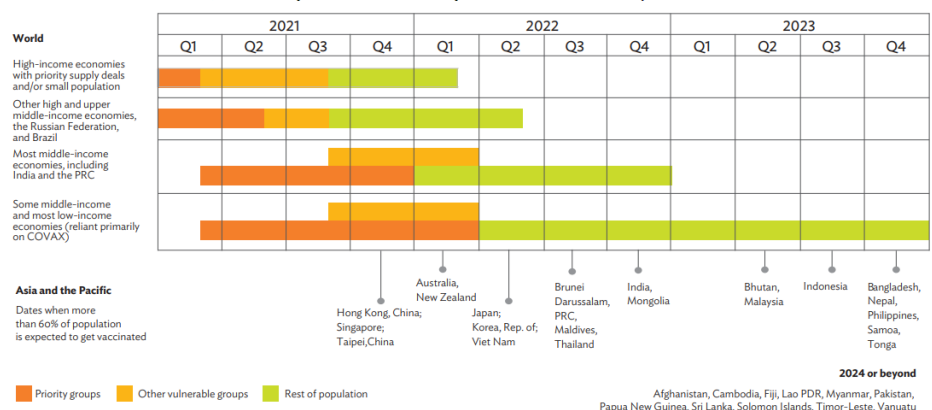
- ❖ Indonésie : nouvelle hausse du budget du Programme national de relance économique
- ❖ Philippines : les IDE entrants chutent de 6,4 à 1,9 Md USD en 2020
- ❖ Thaïlande : lancement de 4 grands projets d'infrastructures en PPP pour 5,3 Mds USD

Région

Le déploiement de la vaccination contre le COVID-19 en retard en ASEAN

Selon un rapport de la BAsD, les contrats de vaccination signés par les pays d'Asie du Sud-Est permettraient une couverture vaccinale de 41,4% de la population (272,1 M de personnes). Au 15 février, le nombre de doses de vaccin contre le COVID-19 administrées dans la région était de 0,28 pour 100 personnes. Dans l'ASEAN, seules l'Indonésie, la Birmanie et Singapour avait commencé la vaccination à cette date. Selon les projections de la BAsD, le Vietnam, la Thaïlande, la Malaisie, l'Indonésie et les Philippines atteindraient un taux de vaccination supérieur à 60% de leur population entre 2022 et 2023. Seul Singapour pourrait avoir vacciné la majorité de sa population d'ici la fin de l'année. Plusieurs vaccins sont en cours de développement et de production dans la région : à Singapour, le vaccin Arcturus est en phase 2 d'essais, ainsi que le vaccin Nanocovax au Vietnam, qui a trois autres vaccins en cours de développement. La Thaïlande débiterait les essais de son vaccin Chula-Cov19 en avril. En Indonésie, l'entreprise publique BioFarma travaille avec Sinovac (Chine), pour conduire des essais et produire des vaccins, afin de répondre à la demande de l'ensemble de la région.

Calendrier prévisionnel du déploiement des vaccins, au 22 février 2021



Lao PDR = Lao People's Democratic Republic, PRC = People's Republic of China, Q = quarter.

Source: Reproduced by the Asian Development Bank based on the Economist Intelligence Unit (2021a, 2021b).

Indonésie

Hausse du budget consacré au Programme national de relance économique

La ministère des Finances a augmenté le montant du Programme national de relance économique (PEN) à 699,43 Bn IDR (49,6 Mds USD). La ministre a déclaré que ce budget était actuellement le moteur le plus important pour la relance de l'économie indonésienne. Le budget a été augmenté à plusieurs reprises par rapport au montant initial de 372,36 Bn IDR. La ministre n'a pas mentionné l'impact de cette augmentation sur le plan du déficit budgétaire du gouvernement.

Finalisation des décrets d'application de la loi omnibus

Le gouvernement a annoncé avoir finalisé la cinquantaine de décrets d'application de la loi omnibus sur la création d'emplois. Adoptée par la Chambre des représentants indonésienne le 5 octobre 2020 et entrée en vigueur le 2 novembre 2020, elle devait être complétée par des règlements d'application permettant d'orienter la mise en œuvre concrète du texte, notamment en matière de licences commerciales, d'aménagement du territoire, d'environnement ou du secteur de la main d'œuvre.

Croissance de 1,75% du secteur agricole en 2020

Le secteur agricole affiche une croissance de 1,75% en 2020, alors que le pays a connu une contraction économique de 2,07% l'année dernière. Ce secteur a eu un impact important sur l'inflation, dans l'alimentation et les exportations nationales. Le secteur agricole a également absorbé plus de travailleurs pendant la pandémie, atteignant 38,2 millions de travailleurs en août 2020 (29,8% de l'emploi total) contre 35,5 millions de travailleurs en août 2019. Il est l'un des rares secteurs à avoir connu une croissance positive au cours de l'année 2020 (avec le secteur de l'information et des télécommunications, la santé, l'éducation, les services publics, l'eau et l'assainissement, la finance et l'immobilier), la plupart des produits agricoles recouvrant des besoins de base.

Enquête du ministère de la Main d'œuvre sur les pertes subies par les entreprises en 2020

88% des entreprises indonésiennes ont subi des pertes en 2020, selon une enquête du ministère de la Main d'œuvre. Ces pertes sont généralement dues à une baisse des ventes entraînant une réduction du volume de production. Malgré ces pertes d'exploitation, la plupart des entreprises ont conservé leurs employés. Seulement 17,8% des entreprises auraient imposé des licenciements.

Malaisie

Protocole d'accord entre le Centre Technique des Industries Mécaniques (CETIM) et la Malaysian Investment Development Authority (MIDA)

Ce partenariat vise à promouvoir une coopération bilatérale dans les domaines de compétences du CETIM (industrie du futur, IR4.0, construction additive, formation...), plus spécifiquement appliqués à des projets pour partie déjà identifiés. Via cet accord, CETIM et MIDA entendent favoriser les coopérations entre entreprises des deux pays et favoriser l'accueil d'investissements étrangers.

Le fonds souverain malaisien Khazanah va injecter 750 M EUR de capital dans la compagnie aérienne Malaysia Airlines

Le fonds souverain malaisien Khazanah, actionnaire unique de Malaysia Airlines, s'est engagé à injecter 3,6 Mds MYR (750 M EUR) de capital dans la compagnie aérienne. Cette annonce fait suite à l'approbation par la Haute cour britannique du plan présenté pour la restructuration de la dette de 15 Mds MYR (3,1 Mds EUR) de Malaysia Airlines. Selon le ministre malaisien des Finances, Khazanah a, à ce jour, injecté un total de 28 Mds MYR (5,8 Mds EUR) au capital de la compagnie aérienne nationale.

Singapour

Singapour, 1^{er} pays récipiendaire d'IDE de l'Union Européenne en Asie-Pacifique

Fin 2019, les stocks nets d'IDE de l'UE à Singapour atteignent 222 Mds EUR, devant la Chine (199 Mds EUR), Hong Kong (163 Mds EUR), le Japon (108 Mds EUR), l'Inde (76 Mds EUR) et la Corée du Sud (44 Mds EUR), selon les données d'Eurostat. Les stocks d'IDE de l'UE détenus dans l'ASEAN à la fin de 2019 s'élevaient à près de 314 Mds EUR. Singapour (70,7%) représente la plus grande part des stocks d'IDE de l'UE en Asie du Sud-Est, suivie de l'Indonésie (8,2%), la Malaisie (7,7%) et la Thaïlande (6,3%).

La MAS dément la présence significative de fonds provenant de sociétés et particuliers birmans à Singapour

L'Autorité monétaire de Singapour (MAS) affirme l'absence de mouvements significatifs de fonds birmans vers les banques à Singapour. La MAS a rappelé qu'elle attend des institutions financières singapouriennes qu'elles restent vigilantes face à toutes les transactions qui pourraient présenter des risques, y compris les transactions avec des entreprises et des particuliers faisant l'objet de sanctions financières par des juridictions étrangères. Le groupe *Justice for Myanmar* avait affirmé que 5,7 Mds USD de réserves de change birmanes auraient été déposés dans les banques commerciales de Singapour. Singapour est la première source d'IDE en Birmanie, devant la Chine, avec un total de 24,1 Mds USD investis jusqu'en décembre 2020.

Ouverture d'un centre régional Huawei

L'équipementier chinois Huawei ouvre un centre régional à Singapour, le premier en Asie-Pacifique, dédié au développement et aux tests des applications et services pour ses appareils mobiles. Nommé *DigiX Lab*, le centre offrira des consultations aux développeurs, ainsi qu'une assistance pratique dans le développement d'applications utilisant la réalité augmentée et virtuelle, l'intelligence artificielle, les logiciels pour porter des applications sur les appareils Huawei et d'autres technologies. Le centre desservira les marchés, en Asie-Pacifique, qui dénombrent le plus de développeurs Huawei, la Malaisie, la Thaïlande, Singapour, les Philippines, l'Indonésie et Hong Kong. A Singapour, le nombre de développeurs Huawei nouvellement enregistrés a augmenté de 143%, plus de 90% des principales applications de Singapour étant désormais compatibles avec *Huawei Mobile Services* (WhatsApp, Facebook, Instagram, Twitter, LinkedIn, Telegram, Line et Dropbox), ainsi que des applications locales (TraceTogether, ComfortDelGro, DBS, UOB, The Straits Times, Grac, SingPass).

Pertes de 1,2 Md USD sur l'année 2020 pour CapitaLand

Le groupe immobilier CapitaLand enregistre des pertes de 1,57 Md SGD (1,2 Md USD) sur l'année financière 2020, contre un profit de 2,1 Mds SGD (1,6 Md USD) en 2019. Ces pertes sont principalement attribuées à des coûts de réévaluation et de dépréciation pour un montant de 2,5 Mds SGD (2 Mds

USD). Le chiffre d'affaires augmente de 4,8% à 6,5 Mds SGD (4,9 Mds USD), en raison notamment de la hausse des recettes des projets résidentiels en Chine et au Vietnam. Le bénéfice d'exploitation après impôts chute de 27% à 770 M SGD (581 M USD). En 2020, les loyers du *Central Business District* (CBD) de la ville-État ont chuté de 5,6% en g.a., après une augmentation de 2,9% en 2019.

Vietnam

3,5% d'inflation en 2021 selon Viet Dragon Securities Company (VDSC).

L'inflation au Vietnam devrait atteindre 3,5% en 2021 selon Viet Dragon Securities Company (VDSC). La hausse des prix mondiaux des matières premières pourrait entraîner le retour de l'inflation au Vietnam avec un taux estimé à 3,5% en glissement annuel en 2021, soit 0,3 point de pourcentage de plus que le taux d'inflation de 3,2% de l'année dernière, mais reste en deçà de l'objectif de 4% fixé par l'Assemblée nationale.

Echec du projet de cession des activités de LG Electronics à Vingroup

Les récentes discussions de LG Electronics pour vendre ses usines de téléphonie mobile à Vingroup auraient échoué car l'offre du conglomérat vietnamien ne correspondait pas aux attentes de la société sud-coréenne, d'après le Korea Times. LG aurait l'intention de se retirer de l'activité des smartphones.

Bamboo Airways augmente son capital de 50%

La compagnie Bamboo Airways a augmenté son capital social de 50% à 454 M USD, devenant la deuxième compagnie vietnamienne en termes de capitalisation, derrière Vietnam Airlines (614 M USD) et devant Vietjet Air (233 M USD). Il s'agit de la 5ème augmentation de capital de Bamboo Airways depuis sa création à la mi-2017. Elle a négocié cette augmentation de capital auprès de ses actionnaires majoritaires, y compris sa maison mère, FLC Group, ainsi qu'avec des partenaires bancaires et institutions financières. En 2020, ses bénéfices avant impôt sont estimés à 17,5 M USD, soit une hausse de 34% d'une année sur l'autre. En s'adaptant aux besoins du marché domestique, avec notamment la vente d'une série de nouveaux forfaits vol-hôtel, Bamboo Airways a transporté plus de quatre millions de passagers en 2020, soit une augmentation de 40% par rapport à 2019.

Thaïlande

Lancement de 4 grands projets d'infrastructures en PPP pour 5,3 Mds USD

Le *State Enterprise Policy Office* (SEPO) a annoncé le lancement du développement de quatre grands projets d'infrastructures en 2021 en partenariat public-privé (PPP). Ces projets, d'un montant combiné de 160 Mds THB (5,3 Mds USD) sont considérés de haute priorité par le gouvernement. Il s'agit de la *Purple Line* du métro de Tao Poon à Rat Burana (4,1 Mds USD), du développement du système de transports en commun de Phuket (1,2 Md USD), de l'aménagement autour de l'autoroute entre Bang Pa-in et Nakhon Ratchasima (53 M USD) et de l'aménagement autour de l'autoroute entre Bang Yai et Kanchanaburi (50 M USD). Le comité des PPP a également revu les projets sur la période 2020-2027, ramenant leur nombre de 92 à 77 pour un montant combiné de 1 000 Mds THB (33 Mds USD).

Croissance des exportations de 0,35% au mois de janvier

Les exportations thaïlandaises ont connu un second mois de croissance consécutif en janvier à +0,35% en g.a. après +4,7% en décembre. Elles se sont élevées à 19 706 Mds THB (654 M USD). Les importations sont en baisse de 5,2% à 19 900 Mds THB (660 M USD). En excluant l'or, le pétrole et les armes, les exportations thaïlandaises ont connu une croissance de 7,6% en janvier en g.a., notamment grâce aux produits alimentaires, aux équipements pour le télétravail, mais aussi grâce au rebond des ventes de certains produits industriels (pièces automobiles, électronique).

Les prêts non-performants aux PME continuent de progresser au T4 2020

Les prêts non-performants (NPL) aux PME sont en forte hausse au T4 2020 selon la Banque de Thaïlande. Ils s'élevaient à 6,8% du total des prêts aux PME au quatrième trimestre, contre 6,5% au troisième trimestre et 6,2% fin 2019. Pour les grandes entreprises (prêts de plus de 500 M THB, soit 16 M USD), les NPL ont connu une légère baisse à 2,6%. Pour l'ensemble des prêts, le taux de NPL s'élève à 3,12% fin 2020, contre 3,14% à la fin du troisième trimestre.

Philippines

Chute des investissements étrangers en 2020

Le total des investissements étrangers approuvés au T4 s'est élevé à 740 M USD contre 2,3 Mds USD au T4 2019, soit une diminution de -67,5% en g.a., d'après l'Autorité philippine des statistiques (PSA). Au total, sur l'année 2020, les IDE approuvés ont chuté de 71% par rapport à 2019 pour s'établir à 1,9 Md USD contre 6,4 Mds USD l'année précédente. Concernant les entrées réelles de capitaux, la Banque centrale des Philippines (BSP) indique que les entrées nettes d'IDE ont chuté de 10,8% sur les 11 premiers mois de 2020, pour s'établir à 5,8 Mds USD.

Promulgation de la loi *Financial institutions strategic transfer* (FIST)

La loi *Financial institutions strategic transfer* (FIST) a été promulguée par le Président des Philippines le 16 février 2020. Ses principaux objectifs sont de soulager les institutions financières de leurs créances douteuses et de la gestion d'actifs non performants accumulés pendant la pandémie ; de stimuler l'activité économique en redonnant la capacité aux banques de pouvoir injecter des liquidités ; d'aider le système financier à remplir son rôle de mobilisation de l'épargne afin de financer des projets dans l'économie réelle. La loi FIST offre des incitations fiscales afin de couvrir les frais de transfert des prêts non performants aux « Financial Institutions Strategic Transfer Corporations (FISTCs), en charge de gérer ces actifs. En augmentation pendant 11 mois consécutifs en 2020, le ratio brut de prêts non performants détenu par les banques philippines est descendu à 3,6% en décembre dernier.

41 Mds USD de liquidités injectés par la Banque centrale

La Banque centrale des Philippines (BSP) a déclaré évaluer avec prudence l'assouplissement progressif des mesures mises en place pour répondre à la pandémie de Covid-19. Elle a jusqu'à présent injecté environ 2 000 Mds PHP (41 Mds USD) de liquidités dans le système financier, soit environ 11% de la production économique locale. La BSP a maintenu les taux d'intérêt à un niveau historiquement bas de 2% depuis novembre dans l'espoir que la baisse des coûts d'emprunt stimulerait l'activité économique. Elle a également assoupli les règles bancaires en matière de prêts et de liquidités en réduisant les réserves obligatoires, en autorisant davantage de prêts immobiliers auprès des banques et en offrant des incitations supplémentaires aux prêts pour les micro, petites et moyennes entreprises.

Cambodge

Nouvelles transmissions communautaires à Phnom Penh

En quelques jours, plus de 100 cas de COVID-19 ont été détectés à Phnom Penh. Il s'agit de la plus grande vague de transmissions communautaires au Cambodge. Par mesure de précaution, le gouvernement a décidé de fermer les établissements d'enseignement publics et privés à Phnom Penh et à Kandal pendant deux semaines à partir du 22 février, de même que les salles de cinéma et de spectacle ainsi que les musées. Tout déplacement vers la capitale est déconseillé sauf en cas d'urgence. Plus de 10 000 commerces (restaurants, hôtels, cafés...) ont par ailleurs mis en place un système QR code proposé par les autorités afin de faciliter le traçage en cas de contamination.

Maintien jusqu'au 30 juin du taux de réserves obligatoires de 7%

La Banque nationale du Cambodge a annoncé qu'elle maintiendrait jusqu'au 30 juin le taux de réserves obligatoires de 7% que les banques et autres établissements financiers déposent auprès d'elle. Jusqu'en mars 2020, ce taux était de 12,5% pour les devises étrangères et de 8% pour la monnaie locale. Cette mesure a pour objectif de permettre aux banques d'accorder davantage de crédits pour relancer les activités économiques. La banque centrale a également demandé à toutes les banques et institutions de microfinance (IMF) de reporter les versements des dividendes pour 2020 afin de préserver la stabilité du secteur, en dépit des perturbations économiques causées par la pandémie.

Publication du sous-décret pour la création d'une passerelle Internet nationale

La passerelle *National Internet Gateway* (NIG) doit permettre de mieux optimiser la gestion du réseau. Le sous-décret vise à encadrer les connexions Internet domestiques et internationales afin d'assurer une meilleure collecte de revenus, de garantir la sécurité et l'ordre public mais aussi de veiller au bon respect de la culture et de la tradition khmères. Tout le trafic Internet au Cambodge sera acheminé via cette passerelle et l'opérateur NIG sera tenu de stocker et fournir des rapports au gouvernement.

Les secteurs d'exportation du textile, de l'habillement, des sacs et des articles de voyage doivent rejoindre le programme « *Better Factories Cambodia* »

Les autorités cambodgiennes ont demandé aux secteurs du textile, de l'habillement et des articles de voyage de rejoindre le programme de l'OIT « *Better Factories Cambodia* » afin d'obtenir une certification de conformité aux conditions de travail délivrée par un inspecteur du ministère du Travail, obligatoire à partir de l'année prochaine et sans laquelle ils ne pourront exporter. Cette certification leur permettra de bénéficier du Système de préférences généralisées (SPG) accordé par 13 pays et institutions, dont l'UE, le Japon et les États-Unis. Actuellement, 557 usines comptant 614 242 travailleurs et fabriquant pour le compte de 59 marques et détaillants sont parties de ce projet.

Laos

Nouveau décret sur la gestion des bassins versants et des réservoirs

Le gouvernement a récemment publié un décret, applicable à partir du 4 mars, sur la gestion des bassins versants et des réservoirs afin de définir des principes, des réglementations et des mesures de gestion et de surveillance des ressources en eau pour assurer la protection de l'eau et son utilisation de manière durable. Le décret fixe également des nouvelles lignes directrices visant à minimiser les pénuries d'eau

et les inondations en aval et en amont des centrales hydroélectriques : les exploitants sont tenus de notifier la situation et de travailler avec les services locaux et centraux du gouvernement pour identifier des solutions lorsque les niveaux d'eau dans les réservoirs atteignent un point critique ou susceptible d'affecter la biodiversité ou la production agricole et industrielle.

3^{ème} recensement économique du Bureau laotien des statistiques

Le nombre d'entreprises enregistrées en 2019 au Laos était de 133 997 (dont 126 168 microentreprises (94,2% du total), 6 600 petites entreprises, 954 moyennes entreprises et 276 grandes entreprises, soit une augmentation de 9,2% par rapport à 2013, selon le 3^{ème} recensement économique réalisé par le Bureau laotien des statistiques en 2019-2020. La plupart de ces entreprises étaient implantées dans la région centrale et dans les villes, alors que les grandes entreprises se trouvaient principalement dans les provinces de Luang Prabang, Khammuan, Savannakhet, Champassak, et dans la capitale de Vientiane. L'enquête a également montré que les microentreprises, bien que de loin les plus nombreuses, ne bénéficiaient que d'un faible accès aux financements bancaires.

Birmanie

Déclaration du Conseil européen

Le Conseil européen du 22 février 2021 a affirmé « se tenir prêt à adopter des mesures restrictives ciblant les personnes directement responsables du coup d'Etat militaire et leurs intérêts économiques ». L'UE effectuera également une revue de sa politique de coopération et de ses préférences commerciales au fur et à mesure de l'évolution de la situation. Les Etats-Unis, le Royaume-Uni et le Canada ont déjà imposé des sanctions ciblées sur des personnalités du régime et des entreprises liées à l'armée.

Publication des objectifs du régime militaire pour 2021

Le *State Administration Council*, organe décisionnaire du régime militaire, a publié neuf objectifs pour le pays pour l'année à venir. Le volet économique comprend (a) le développement de la production agricole et animale, (b) la mise en place d'une économie de marché ouverte aux IDE et (c) la création d'emplois en encourageant la production nationale.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN
Rédacteurs : Jules FOUQUET, Léonore MARTEVILLE

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun, Phnom Penh et de l'Antenne de Vientiane

Pour s'abonner : leonore.marteville@dgtresor.gouv.fr
jules.fouquet@dgtresor.gouv.fr